



Rapport synthèse sur les effets du retrait de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation au Congo « MONUSCO »

Période couverte : Mai-juin 2024



Royaume des Pays-Bas

Contents

| | |
|--|----|
| Sigles et abréviations | 3 |
| I. CONTEXTE GENERAL | 4 |
| II. LE PROCESSUS DE LA TRANSITION DE LA MONUSCO | 5 |
| III. Sécurité actuelle et dynamique des conflits au Sud-Kivu (mai-juin 2024) | 6 |
| - Détérioration de la sécurité autour des anciennes bases de la MONUSCO et des axes contrôlés par la MONUSCO | 6 |
| - Tensions croissantes autour des groupes Wazalendo | 7 |
| - Affrontements récurrents impliquant des groupes rebelles étrangers ou soutenus par des étrangers..... | 8 |
| - Augmentation des tensions intercommunautaires | 9 |
| IV. Dynamique de protection | 10 |
| - Situation des personnes déplacées et retournés | 10 |
| - Accès à l'aide humanitaire et défis en matière de protection | 12 |
| - Accroissement des tensions liées au Wazalendo | 14 |
| - Expansion du M23 dans le Sud-Kivu..... | 15 |
| - Intensification des tensions entre le Rwanda et le Burundi | 15 |
| - L'abandon des zones enclavées..... | 16 |
| Recommandations | 16 |

Sigles et abréviations

AFL : Alliance Fleuve Congo

CAS : affaires civiles de la MONUSCO

CAN : réseaux d'alerte communautaires

CNRD-FLN : Démocratie- Forces de Libération Nationale

CNPSC : Coalition Nationale du Peuple pour la Souveraineté du Congo

CNDH : Commission Nationale de Droits de l'Homme

COB: Company Operating Base

EPIT : Équipe Provinciale Intégrée de Transition

FABB : Forces Armées Biloze Bishambuke

FARDC : Forces Armées de la République démocratique du Congo

FDNB : Force de Défense Nationale du Burundi

HDP : Humanitaires, Développement et de la consolidation de la paix (HDP)

JPT : transport des équipes conjointes de protection

LENI : Légion Nationale d'Intervention

LPC : comités de protection locaux

M23 : Mouvement du 23 Mars

MCDPIN : Mouvement Congolais pour la Défense du Peuple et l'Intégrité Nationale

MONUSCO : Mission des Nations Unies pour le Congo

OING : Organisation Internationale Non Gouvernementale

ONG: Organisation Non Gouvernementale

ONU : Organisation des Nations Unies

PDDRC-S : Programme de désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation

PNC : Police Nationale Congolaise

RAD : Réserve Armée de la Défense

RN : Route Nationale

VSBG : violences sexuelles et basé sur le genre

UNHAS: United Nations Humanitarian Air Service

I. CONTEXTE GENERAL

Le 30 juin 2024, la Mission des Nations Unies pour le Congo (MONUSCO) a annoncé qu'elle avait achevé son retrait de la province du Sud-Kivu, même si elle ne s'est retirée de Mikenge, où elle protégeait deux camps de déplacés, que le 5 juillet et qu'à l'heure où nous écrivons ces lignes, elle continue à maintenir une présence à Minembwe, sur les Hauts Plateaux de Fizi, Uvira et Mwenga. Le retrait de la MONUSCO a entraîné la fermeture ou la remise de neuf de ses dix bases restantes dans la province. Seule la base de Bukavu reste ouverte pour accueillir les activités du personnel civil restant (voir ci-dessous)¹.

Le retrait de la MONUSCO a entraîné une détérioration localisée de la situation sécuritaire autour des anciennes bases et sur les axes qui étaient régulièrement patrouillés par les forces de la MONUSCO. Cependant, cette détérioration est également le résultat de la présence croissante de forces non ou sous-payées des soi-disant Wazalendo dans les grandes villes et sur les principaux axes routiers, ce qui coïncide avec une recrudescence du banditisme. A cet égard, il est important de souligner que la MONUSCO avait déjà fortement réduit sa présence au Sud-Kivu au cours des trois dernières années. En outre, si la MONUSCO a certainement façonné les principaux facteurs d'insécurité, son impact sur ces facteurs a été globalement modeste, notamment en ce qui concerne les tensions géopolitiques régionales (dans la région des Grands Lacs), la concurrence politique au niveau national et provincial et la politique du gouvernement congolais à l'égard des groupes armés. Ces trois facteurs alimentent l'instabilité actuelle, contribuant aux affrontements entre groupes armés et aux tensions intercommunautaires.

A court et moyen terme, il faut s'attendre à une augmentation de l'insécurité autour des anciennes bases de la MONUSCO. Par conséquent, l'évolution de la situation sur les Hauts Plateaux dépendra fortement de la manière dont la nouvelle brigade (la 21^{ème} Brigade Commando) qui remplace la 12^{ème} brigade réaction rapide des Forces Armées de la République démocratique du Congo (FARDC) sera perçue et accueillie. En outre, la dynamique sécuritaire va dépendre de la situation de Wazalendo, notamment l'émergence de nouveaux affrontements entre ces groupes et entre ces groupes et les FARDC.

Dans ce qui suit, nous aborderons tout d'abord le processus de la transition de la MONUSCO, puis nous décrirons l'évolution de la situation sécuritaire au cours des mois de mai et de juin 2024. Ensuite, nous examinerons les principaux défis en matière de protection et nous nous tournerons vers l'avenir pour examiner les risques et les scénarios futurs en matière de protection. Nous terminons par un certain nombre de recommandations adressées aux différentes parties prenantes, y compris le gouvernement congolais, la société civile, les bailleurs de fonds internationaux et tous les acteurs humanitaires, de développement et de la consolidation de la paix (HDP).

¹ Ces bases comprennent Sange, Uvira (Rutemba) et Kamanyola dans le territoire d'Uvira ; Baraka et Minembwe dans le territoire de Fizi ; Mikenge dans le territoire de Mwenga ; Kavumu et Amsar dans le territoire de Kabare et Bunyakiri dans le territoire de Kalehe.

II. LE PROCESSUS DE LA TRANSITION DE LA MONUSCO

Le désengagement de la MONUSCO du Sud-Kivu annonce un processus de transition de 12 mois qui a officiellement débuté le 1er juillet 2024. Pendant cette transition, les autorités congolaises et les services de sécurité devraient reprendre les tâches précédemment exécutées par la mission des Nations unies, avec l'appui des agences, des fonds et des programmes de l'Organisation des Nations Unies (ONU). A cette fin, une équipe résiduelle de 34 civils reste à Bukavu pour aider le processus de transition, y compris pour maintenir les réseaux d'alerte communautaire, la protection des enfants et le dialogue avec les communautés. Cependant, cette équipe devra opérer sans aucune présence sur le terrain, ce qui pourrait limiter ses activités.

La transition sera guidée par l'Équipe Provinciale Intégrée de Transition (EPIT), composée d'autorités provinciales, de représentants de la MONUSCO et des programmes et des agences des Nations Unies, de la société civile et des ONG internationales. L'EPIT a développé une feuille de route pour la transition, qui régit le transfert des responsabilités dans quatre (4) domaines prioritaires :

- Protection des civils,
- Droits humains,
- Renforcement de l'autorité de l'Etat dans le domaine de la sécurité et de la justice,
- Désarmement, démobilisation, réintégration et stabilisation des ex-combattants.

La feuille de route de l'EPIT est dotée d'un budget estimé à 67,6 millions de dollars, mais elle n'a pas encore de budget garanti et tant le gouvernement congolais que les donateurs internationaux se sont montrés réticents à s'engager à son égard.² Il reste donc à voir dans quelle mesure les projets proposés seront réalisés. La composition de l'EPIT témoigne d'un engagement en faveur d'un processus inclusif, puisqu'elle comprend des représentants de la société civile, d'ONG et d'OING.

Les tâches essentielles de la composante militaire de la MONUSCO (protection des civils, patrouilles) seront reprises par les services de sécurité congolais. A cette fin, la MONUSCO a transféré certaines bases et équipements à ces services, pour une valeur totale de 10 millions dollars américains, y compris un hélicoptère nouvellement construit, des véhicules et certaines bases, par exemple, celle à Rutemba, près d'Uvira et la base à Kamanyola. Cependant, ces bases ne sont pas pleinement fonctionnelles, car nombre d'entre elles ne disposent que d'une électricité limitée en raison du manque de carburant pour alimenter les générateurs. Le manque de carburant compromet également la capacité à patrouiller avec les véhicules laissés par la MONUSCO. Par exemple, sur la route nationale N°5 entre Uvira et Baraka, où la MONUSCO avait l'habitude de patrouiller, il n'y a actuellement aucune patrouille systématique des FARDC car les véhicules donnés au secteur opérations/Sokola 2 Sud-Sud à Uvira ne sont pas utilisés en raison d'un manque de carburant. Sur certains sites qui hébergeaient des bases de la MONUSCO maintenant fermées, d'autres forces de sécurité ont établi leur présence. Le site de l'ancienne Company Operating Base (COB) de Sange est maintenant occupé par les FARDC, la Police Nationale Congolaise (PNC) et la Force de Défense Nationale du Burundi (FDNB, armée

² Lorsque la MONUSCO a mobilisé 10 millions de dollar, les bailleurs du Fonds de Cohérence pour la Stabilisation ont jusque-là réuni 6,2 millions pour le Sud Kivu et l'Ituri.

burundaise qui opère dans les régions de Fizi, Uvira et Itombwe en vertu d'un accord bilatéral entre les gouvernements du Burundi et de la RDC), tandis que la FDNB a également établi une présence sur le site de l'ancienne COB de Baraka. En outre, pour faciliter la transition des tâches de sécurité, le gouvernement central a également décidé de déployer 450 policiers de la Légion Nationale d'Intervention (LENI) à Bukavu pour garantir la sécurité et la protection de la population.

La capacité des services de sécurité congolais à prendre en charge certaines tâches telles que la facilitation de l'accès humanitaire et la protection des civils suscite des inquiétudes. Le comportement parfois erratique de ces services mine la confiance de la population à leur égard. A titre d'exemple, l'assassinat accidentel, le 22 juin 2024, du mwami Simbi Charles, chef du groupement de Babungwe Nord dans le territoire de Fizi, et de deux autres civils, a suscité un grand désarroi au sein de la population.

III. Sécurité actuelle et dynamique des conflits au Sud-Kivu (mai-juin 2024)

La situation sécuritaire dans la province reste volatile. Nous discutons ici de quatre développements clés : 1) la détérioration de la sécurité autour de certaines anciennes bases et axes patrouillés par la MONUSCO ; 2) les tensions croissantes autour des groupes Wazalendo ; 3) les affrontements récurrents impliquant des groupes rebelles étrangers ou soutenus par les pays voisins ; et 4) l'intensification des conflits intercommunautaires.

- Détérioration de la sécurité autour des anciennes bases de la MONUSCO et des axes contrôlés par la MONUSCO

Comme mentionné, l'augmentation de l'insécurité dans les zones où la MONUSCO était présente n'est pas seulement due au retrait de celle-ci, puisqu'elle a coïncidé avec la présence et la liberté de mouvement accrue des groupes « Wazalendo ». Dans le même temps, le nombre de troupes des FARDC déployées dans le Sud-Kivu a considérablement diminué en raison de la concentration des efforts militaires pour combattre le M23 dans le Nord-Kivu. L'une des zones où ces développements ont conduit à une détérioration de la sécurité est Baraka. Au cours des deux derniers mois, il y a eu une recrudescence des assassinats, des vols à main armée et de la justice populaire. Cela coïncide avec la présence de différents groupes Wazalendo dans et autour de Baraka depuis l'année dernière.³ Comme les combattants « Wazalendo » ne sont pas payés, ils ont commencé à se louer pour régler des comptes et des conflits afin de gagner leur vie. Des tensions sont également apparues entre les différents groupes « Wazalendo » présents dans la région. Fin juin, les troupes de « Zelambuma » (un alias de Milenge Ishi Bonane) se sont affrontées à la périphérie de Baraka avec les troupes de la Coalition Nationale du Peuple pour la Souveraineté du Congo (CNPSC) dirigée par William Amuri Yakutumba.

³ Une autre ville où de multiples groupes armés sont apparus est le centre de Mwenga - déjà depuis 2017 sans présence de la MONUSCO - qui abrite actuellement les groupes armés des " généraux " Nyakiliba et Sezar, et des " colonels " Ibanda, Prince, Nguvu za Milima, et Jumbo Yoka.

Une dynamique similaire peut être observée dans la région de Bunyakiri, où la MONUSCO s'est retirée de sa base à la fin du mois d'avril 2024. Au cours du mois de mai, les cas de vols, de pillages, de viols et de mariages forcés et précoces commis par les factions « Raiya Mutomboki (RM) » se sont multipliés. De plus, entre le 5 et le 8 mai, différentes factions RM se sont affrontées à Bunyakiri. Premièrement, le groupe de « Bwaare Hamakombo » s'est opposé à celui de Mungoro Matafali, puis le groupe de Mwenye Asili s'est opposé à Hamakombo. On a enregistré des morts d'hommes, des dégâts matériels et le déplacement de la population civile vers différents endroits.

Il y a également eu une détérioration de la sécurité sur certains axes routiers où la MONUSCO avait l'habitude de patrouiller régulièrement. C'est le cas de la Route Nationale (RN5) entre Uvira et Bukavu, où depuis le début du mois de mai, quatre cas de braquages ont été recensés, coïncidant avec le retrait progressif des patrouilles de la MONUSCO. Une dynamique similaire peut être observée sur la RN2, Bukavu-Walungu-Kamituga, dont certaines parties étaient auparavant patrouillées par la MONUSCO. Sur le tronçon de route entre Mwenga et Kasika, les attaques de voitures se sont multipliées. Les forces de sécurité de l'État et les Wazalendo s'accusent mutuellement d'être à l'origine de ces attaques.

- Tensions croissantes autour des groupes Wazalendo

La liberté de mouvement croissante des groupes Wazalendo augmente les frictions avec les FARDC et entre les groupes Wazalendo eux-mêmes. Par exemple, en mai, les FARDC ont affronté des éléments Wazalendo à Nyangezi, un village situé à environ 35km de la ville de Bukavu sur la RN5 Bukavu-Uvira en passant par les escarpements de Ngomo. Un bilan faisant état de 3 morts côté des civils, un mort côté FARDC et 2 morts dans le camp des Wazalendo. Le mobil de ces affrontements serait l'érection des barrières illégales et la volonté des FARDC de les supprimer au profit d'une libre circulation des paisibles citoyens et leurs biens.⁴ En plus d'une débandade au marché, plusieurs biens ont été perdus et volés.

Les affrontements entre les groupes Wazalendo se sont également multipliés. Outre les affrontements entre Zelambuma et la CNPSC près de Baraka mentionnés ci-dessus, la CNPSC a affronté les troupes du "général" Nakage, un dissident des Forces Armées Biloze Bishambuke (FABB), près de Misisi (territoire de Fizi) le 29 avril. Il y a également eu un échange de tirs entre les FABB et les forces de la CNPSC au début du mois de juin à Bwala sur les Moyens Plateaux de Mitumba. Mi-juin, les forces de la CNPSC ont attaqué les FABB dirigées par Ngomanzito (un alias de Delphin Kalembe) ainsi que leur allié, le groupe rebelle burundais Résistance pour un état de droit-Tabara (Red-Tabara) à Lulenge et autour de Minembwe à Fizi, affectant de nombreux villages dont Kasulukwa, Ibumba, Nabibuye, Babengwe, Matanganyika, Bigaragara, Rugezi, Kijombo, Kabanja. Ces affrontements ont provoqué des mouvements de population. Par ailleurs, le 29 mai, des affrontements ont eu lieu à Chitasungulwa (groupement de Mubuku, chefferie de Buhavu) dans les Hauts Plateaux de Kalehe entre deux factions du Mouvement Congolais pour la Défense du Peuple et l'Intégrité Nationale (MCDPIN) (ex-Nyatura) dont les troupes du général auto-proclamé Nzabona basé à Ramba et celles du général auto-proclamé

⁴ Les groupes Wazalendo (Raiya Mutomboki) ont également multiplié les barrages routiers sur la RN3 Miti-Bunyakiri-Walikale-Kisangani à Kalehe, affirmant que les promesses des FARDC de les payer n'ont pas été honorées.

Bahige basé à Bushaku. Ces affrontements sont le résultat de luttes de pouvoir permanentes et de la concurrence autour de l'accès aux minerais et de l'exploitation des ressources naturelles.

La croissance de l'activisme des Wazalendo est également visible dans l'augmentation du recrutement. En avril 2024, des représentants des groupes Wazalendo ont été convoqués à Kinshasa pour rencontrer le gouvernement. Il leur a été demandé de préparer des listes de leurs troupes et de leurs officiers afin de les soumettre à la coordination nationale de la Réserve Armée de la Défense (RAD) en vue de leur intégration potentielle. Il a été constaté que plusieurs généraux auto-proclamés avaient communiqué aux autorités congolaises les effectifs qu'ils n'en ont pas, par conséquent chacun est retourné dans sa zone pour mobiliser les jeunes et voilà le motif du nouveau recrutement au sein des différentes factions armées. Ces campagnes de recrutement ont, par exemple, été signalées pour certains des groupes armés basés dans le centre de Mwenga (voir note de bas de page 2), mais aussi à Fizi. Le recrutement a également augmenté à Nindja, dans le territoire de Kabare, où une nouvelle faction Raiya Mutomboki dirigée par Lukoba (qui avait été démobilisé mais s'est maintenant remobilisé) a émergé à la suite du retrait de la MONUSCO.

- **Affrontements récurrents impliquant des groupes rebelles étrangers ou soutenus par des étrangers**

Lors de l'attaque d'une partie des FABB et des Red-Tabara, le CNPSC aurait reçu un soutien logistique des FDNB (armée burundaise). Les FDNB ont également collaboré avec les forces Wazalendo sous le commandement de Kashumba lors des opérations menées fin juin dans les Moyens Plateaux de Muhungu au-dessus de Kiliba contre certains éléments Red-Tabara qui avaient fui les Hauts Plateaux de Fizi et s'étaient joints aux autres venus du Burundi, entraînant également des déplacements massifs des paisibles citoyens de ces axes. L'établissement de la FDNB sur les sites de l'ancienne base de la MONUSCO à Baraka et à Sange indique qu'après le retrait de la MONUSCO, l'armée burundaise n'a fait que gagner en importance en tant que fournisseur de sécurité dans la région.

Cette évolution reflète et alimente des tensions géopolitiques plus larges, notamment les animosités entre, d'une part, le Rwanda, qu'un récent rapport du groupe d'experts de l'ONU accuse d'avoir repris son soutien à Red-Tabara au cours des derniers mois, et, d'autre part, le Burundi, qui lutte contre le M23 soutenu par le Rwanda dans le Nord-Kivu et entretient des liens avec des groupes d'opposition armés rwandais opérant en RDC, tels que le Conseil National pour le Renouveau et la Démocratie- Forces de Libération Nationale (CNRD-FLN).⁵

Outre les ramifications géopolitiques, une présence plus prononcée de la FDNB (armée Burundaise) pourrait commencer à provoquer une opposition interne, si le comportement de la force se détériore. Début juillet, la FDNB est intervenue dans les tensions à Bwegera, dans la plaine de la Ruzizi, où le retour de certains déplacés Burundi et Banyamulenge a été très mal accueilli par les membres de la communauté Bafuliiru de la partie qui, à travers les jeunes de

⁵ Voir Lettre datée du 31 mai 2024, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo, S/2024/432, 4 juin.

cette tribu (s'appelant Wazalendo), ont enclenché une crise ayant conduit aux violences qui s'étaient soldées par un mort et 4 blessés par balle tirées par les FDNB qui tentaient de séparer des jeunes de ces communautés en conflit depuis. Si de tels incidents meurtriers se répètent, la présence des FDNB peut être de plus en plus dénoncée.

Un autre développement majeur lié aux dynamiques régionales est que la crise du M23 affecte de plus en plus la province du Sud-Kivu. L'expansion du M23 vers le sud et les combats intenses autour de Minova ont généré des flux de personnes déplacées qui se sont établies à Kalehe, notamment à Lumbishi, Shandje, Numbi, Chambombo, Buzi, Ziralo, Mubuku, Katasomwa, Ramba, Chitasungulwa.

- Augmentation des tensions intercommunautaires

Dans différents endroits du Sud-Kivu, les tensions entre les communautés se sont accrues, principalement en raison de l'intensification de la compétition politique liée à la mise en place des nouveaux gouvernements national et provinciaux. Dans certains cas, des affrontements entre groupes Wazalendo ont jeté de l'huile sur le feu. Si le retrait de la MONUSCO n'est pas une cause directe de l'augmentation de l'intensité de ces conflits, il peut rendre leur gestion plus difficile. La MONUSCO avait l'habitude de soutenir les efforts de médiation et de dialogue, en fournissant des moyens logistiques, sécuritaires et parfois financiers, aidée en cela par son image de force relativement neutre (dans le contexte des conflits intercommunautaires), même si elle était parfois aussi accusée de partialité.

Un conflit important a récemment éclaté entre Babembe et Bafuliiru dans le territoire de Fizi, à la suite des attaques du CNPSC contre une partie des FABB et le Red-Tabara. Ces attaques s'inscrivent dans un contexte plus large de tensions entre la CNPSC et les FABB, qui en sont venues à être interprétées dans une optique intercommunautaire. En toile de fond, le poids démographique croissant des Bafuliiru et, dans une moindre mesure, des Banyindu dans le territoire de Fizi, où l'on trouve également des concentrations croissantes de bétail Fuliiru, en partie à cause de l'insécurité qui règne sur les Hauts Plateaux. Cette évolution s'est accompagnée d'un activisme accru des factions du FABB. Alors que les Bafuliiru et les Banyindu nouvellement arrivés sont pour la plupart établis dans des zones peu peuplées, les Babembe considèrent leur présence croissante comme une menace pour leur autorité, affirmant que dans certains cas, ils ne paient pas l'itulo ou la taxe coutumière aux autorités traditionnelles Bembe.

En outre, avec l'aide des FABB, les Bafuliiru sont de plus en plus présents dans différentes zones d'orpaillage, en particulier Rugezi, Bigaragara, Kijombo, Kitumba et Muliza mais aussi dans l'axe Misisi, Nyange, Ngalula où il y a eu des crises régulières entre le CNPSC et les FABB. Ce qui a encore fait basculer le rapport de force entre les groupes armés Bembe et Fuliiru, c'est l'arrivée du groupe rebelle burundais Red-Tabara, allié au FABB, dans la région de Lulenge, plus précisément dans la zone de Rugezi-Bigaragara-Kitumba, après avoir été chassé par les opérations des FDNB de la région de Bijombo au début de l'année 2023.

En conséquence, la CNPSC, dominée par les Bembe, s'oppose de plus en plus aux activités des FABB à Fizi, arguant que les Bafuliiru "devraient retourner à Uvira".

La nomination du gouvernement provincial « Purusi » au niveau du Sud-Kivu a également intensifié les tensions. A Uvira, les Bavira expriment déjà leurs mécontentements de voir qu'il n'y figure aucun Muvira et le qualifient déjà d'un gouvernement discriminatoire en accusant les Bafuliiru de continuer à développer leur hégémonie dans le territoire d'Uvira. La nomination du nouveau gouvernement provincial a également intensifié la résurgence du conflit opposant la communauté des Barega à celle des Bashi, qui a commencé à refaire surface après la formation du gouvernement - Suminwa. Il s'agit d'un rebondissement du conflit datant de depuis 1964 réclamant le démembrement de la province du Sud-Kivu en faveur d'une nouvelle province d'Elila, regroupant les territoires de Mwenga, Shabunda, Uvira et Fizi. Ce conflit serait alimenté par la dominance des Bashi dans la gestion de la province ainsi que dans le gouvernement Suminwa. Parmi les effets de ce conflit, on peut déjà noter la formation des alliances pour constituer une force dans le plaidoyer, car beaucoup d'autres tribus de la province mécontentes se sont déjà jointes aux Barega pour tenter d'obtenir cette nouvelle province. En outre, ce conflit semble produire des effets négatifs dans le monde de l'emploi. Les Bashi comme les Barega ne peuvent plus se faciliter l'accès aux emplois chacun privilégiant les siens.

IV. Dynamique de protection

En ce qui concerne la dynamique de la protection, le retrait de la MONUSCO a des effets à la fois à court et à long terme. À court terme, la protection des personnes déplacées et des retournés s'est détériorée dans certaines zones. De plus, il y a des défis immédiats liés à l'accès humanitaire et au suivi et à l'évaluation dans les zones isolées. La protection des défenseurs des droits de l'homme et des détenus est également confrontée à des problèmes aigus. À moyen et à long terme, il y a également des défis liés à l'obligation de rendre des comptes pour les violations des droits humains, en particulier les violences sexuelles et basé sur le genre, étant donné que les formations du personnel de sécurité et le soutien aux audiences des tribunaux mobiles n'est pas garanti.

- Situation des personnes déplacées et retournés

La sécurité des personnes déplacées dans différentes zones qui ont été récemment ou au cours de l'année dernière abandonnées par la MONUSCO suscite des inquiétudes. Il y a deux camps de personnes déplacées à Mikenge, l'un habité principalement par des Banyamulenge et l'autre par des membres d'autres communautés (Bembe, Fuliiru et Nyindu) qui ont connu des tensions avec les Banyamulenge. En outre, il y a eu récemment des mouvements de retour en raison d'une accalmie temporaire. À Kanihura, Narunginga, Kamombo, 35 ménages soit 210 personnes ont retournées ; dans les villages Mikalati, Sangani, Wagati, Kitasha, Binyengye, Katanda, Kibanda 1190 ménages soit 7140 personnes sont retournées. Ces populations retournées ne sont pas suffisamment assistées par les acteurs humanitaires.

Suite au manque de confiance aux FARDC pour assurer la sécurité des personnes déplacées et des retournés, on observe l'implication des groupes armés de leur propre communauté. C'est par exemple ce qui s'est passé avec les rapatriés dans la région de Kahololo/Kageregere après le départ de la MONUSCO en 2023. Cette zone a été accueillie en février 2023 environ 437 ménages, soit 3100 individus, essentiellement des Banyamulenge venus de Bwegera, Nyangezi

et Uvira et environs 890 ménages soit 5100 individus des autres communautés. Après le départ de la MONUSCO, les Twigwaneho s'étaient arrogés la qualité de protecteurs de zones de retour pour les Banyamulenge et Masango, Malimba, Mazi étaient devenu un lieu sûr de refuge pour des Bafuliru et Banyindu. Les membres de ces dernières communautés étaient sécurisés au départ par le Red Tabara et les éléments des Mai-Mai Ilunga avant que les Task force (FDNB/FARDC) ne vient occuper ces zones dont Kahololo le sera aussi en mi-2023.

La situation des personnes déplacées et des rapatriés reste également préoccupante à Bibokobo dans le secteur de Mutambala (territoire de Fizi), où de nombreux déplacés sont rentrés en 2023.⁶ Cependant, la situation sécuritaire est restée volatile dans cette zone depuis lors, et la méfiance entre Banyamulenge et Babembe persiste.

Une autre zone de préoccupation majeure en ce qui concerne la protection des personnes déplacées est Kalehe, où de nombreux ménages sont arrivés au cours des deux derniers mois pour fuir les affrontements avec le M23. Maintenant que la MONUSCO a quitté la zone, les problèmes de sécurité et de logistique ont augmenté. En outre, les activités humanitaires dans les Hauts Plateaux de Kalehe ont été réduites par crainte d'une infiltration du M23 dans la zone, ce qui a encore affaibli les efforts de protection.

Dans toutes ces zones, la situation des femmes déplacées s'est avérée particulièrement précaire. Elles sont plus exposées aux viols et même l'enlèvement dans des champs ou lorsqu'elles sont en quête de bois de chauffage ou de l'eau. Les femmes déplacées courent également un risque accru de violence sexuelle dans les familles d'accueil, en particulier lorsqu'elles restent plus longtemps sans aide ni revenu. En outre, elles se trouvent souvent victimes d'extorsion des biens quand elles se rendent au marché pour écouler des produits agricoles et s'approvisionner en des produits de première nécessité ; on a enregistré près de 21 femmes victimes de cet acte ignoble entre Mulenge et Kigoma en territoire d Uvira en fin mai 2024. Les femmes déplacées sont également plus susceptibles d'être victimes d'extorsion aux barrages routiers tenues par les forces de sécurité souvent ne disposant d'aucun document ni pièce d'identité car tout était perdu, brulé ou laissé dans leurs maisons. Des cas éloquentes sont ceux enregistrés en mai dernier au niveau de Mukera en territoire de Fizi où de déplacés, y compris des femmes/filles venus de Kabanja 1, Kisanya, Rugezi et Bigaragara (zone santé de Minembwe aux Hauts Plateaux de Fizi) étaient victimes de taxation ou amendes illégales. Dans la plupart des cas, les femmes déplacés sont également fortement touchées par le manque d'accès aux soins primaires, y compris en cas d'accouchement, ce qui fait augmenter la mortalité néonatale et des femmes ayant accouchés.

Ces problèmes touchent également aux jeunes filles et garçons déplacés, qui sont aussi susceptibles de s'enrôler dans des groupes armés présents dans la zone, par manque d'activité, poussé par la pauvreté et comme ils se demandent quand la guerre prendra fin dans leurs entités d'origines. L'on s'interroge aussi que deviendront de ces enfants pendant la prochaine ouverture de l'année scolaire 2024-2025.

⁶ Début février 2023, les déplacés et retournés à Bibokoboko étaient estimées au nombre de près de 1500 individus

L'accès humanitaire est clairement devenu plus difficile dans les zones où la MONUSCO est partie. La MONUSCO a joué un rôle important en facilitant cet accès, non seulement en assurant la sécurité par sa présence, mais aussi en facilitant la logistique, y compris pour les missions de suivi et d'évaluation dans les zones reculées. UNHAS (United Nations Humanitarian Air Service), par exemple, qui bénéficiait de la protection de ses sites d'atterrissage par la MONUSCO, a vu ses mouvements considérablement réduits, car les héliports ont disparu dans les bases qui ont été fermées, et il n'atterrit pas dans les bases contrôlées par les FARDC. Ses opérations pourraient être encore plus entravées si la zone d'exclusion aérienne mise en place dans les zones affectées par le M23 au Nord-Kivu est étendue au Sud-Kivu.

Jusqu'à son départ, la MONUSCO avait également assuré le transport des équipes conjointes de protection (JPT), c'est-à-dire des missions de plusieurs jours menées par des équipes multisectorielles composées de personnel de l'ONU, de militaires congolais, de policiers, de représentants de la société civile et d'assistants de liaison communautaires afin de collecter des informations et de formuler des plans de protection des communautés. Le transport et la sécurité de la MONUSCO ont également joué un rôle crucial dans les missions d'évaluation rapide, visant à identifier les besoins de protection dans les zones touchées par des problèmes humanitaires majeurs, tels que les crises de déplacement.

En outre, les affaires civiles de la MONUSCO (CAS) ont soutenu des comités de protection locaux (LPC) et des réseaux d'alerte communautaires (CAN), qui géraient les mécanismes du système d'alerte précoce. La feuille de route de la transition prévoit des actions pour maintenir ces mécanismes, notamment, le développement d'une politique et stratégie provinciales sur le système d'alerte précoce réglemant la gestion des alertes et des réponses, y compris en mettant en place un Centre Provincial des Opérations de la Coordination de la Protection Civile impliquant les FARDC, PNC, et autres services étatiques. La Coordination de Protection Civile devrait aussi créer des antennes dans les zones prioritaires. Comme mentionné ci-haut, il existe toutefois des doutes quant à la mise en œuvre complète du plan de transition en raison des ressources disponibles.

Sur terrain, on a observé quelques défis dans le fonctionnement des structures communautaires de protection et des réseaux de collecte d'informations à l'absence de la MONUSCO. Parfois les agents d'affaires civiles (CAS) étaient les seules d'avoir une bonne vue d'ensemble par rapport à quelles structures étaient actives dans quelles zones et quelles personnes et organisations locales avaient reçue quel type de formation. D'ailleurs, ils ont souvent joué un rôle clé dans la redynamisation, l'encadrement, l'équipement et maintenir la motivation. Certains se demandent si l'EPIT va maintenir une meilleure approche de collaboration avec ces structures communautaires afin de garder leur motivation. En outre, on craigne que les défis liés à maintenir les systèmes d'alerte dans les zones très enclavées, surtout celles non couvertes par les réseaux cellulaires, ne soient accrus.

Il est quand même important de souligner que le rôle joué par CAS dans les réseaux d'alerte communautaires s'est varié fortement d'une zone à l'autre. Par exemple, dans le Sud/Sud, la coordination humanitaire sous la conduite de l'OCHA (UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs), notamment l'antenne de Baraka, avait depuis deux ans déjà développé

des mécanismes d'encadrement de ces structures non seulement en prélude du départ de la MONUSCO mais bien plus dans le cadre de les pérenniser. Dans certaines zones, les structures d'alerte telles que les structures de paix sont également soutenues par des ONG internationales travaillant en consortium (telle que Cordaid, VNGi, ZOA).

Un autre domaine clé dans lequel la MONUSCO a œuvré c'est la sensibilisation des services de sécurité congolais aux questions humanitaires et de droits humains, y compris les violences sexuelles et basé sur le genre (VSBG). En principe, la feuille de route prévoit de poursuivre la sensibilisation des responsables de la PNC et des FARDC, et autres services de sécurité sur les VSBG et de les soutenir pour continuer à organiser la sensibilisation des hommes et femmes des rangs et des troupes. Toutefois, la transition ne durant qu'un an, il y aura des défis liés à la durabilité de ces efforts en l'absence d'un soutien continu de la part des donateurs, comme on a vu avec d'autres programmes de sensibilisation des forces de sécurité.

La MONUSCO a aussi aidé les défenseurs des droits humains, notamment avec le suivi des cas de violation des droits humains, par exemple, le plaidoyer auprès des autorités ou des poursuites juridiques, ainsi que' avec la protection des défenseurs en danger. Lorsque la feuille de route prévoit quelques initiatives pour assurer le suivi juridique, notamment, l'organisation des cinq chambres foraines et l'assistance juridique et judiciaire gratuite aux femmes et filles survivantes de violences sexuelles, elle n'offre pas assez de soutien dans le domaine de plaidoyer, sauf que de soutenir des réunions de coordination mensuelles à Bukavu avec, entre autres, les ONG de droits humains, les FARDC, la Commission Nationale de Droits de l'Homme (CNDH) et les juridictions Civiles et Militaires. Alors il n'y pas d'actions prévues pour aider les défenseurs actifs dans les différents territoires à faire part de leurs préoccupations aux services de sécurité congolais, y compris lorsqu'il s'agit d'abus commis par ces services. Ce travail soit déjà devenu plus difficile après le départ de la MONUSCO du terrain. Lors des réunions de sécurité, les autorités locales et les organisations de la société civile hésitent de plus en plus à s'adresser aux services de sécurité et à leur demander des comptes en l'absence de représentants de la MONUSCO. Les services de sécurité, quant à eux, seraient davantage sur la défensive, se montrant réticents à accepter tout acte répréhensible ou toute erreur de leur part.

Les défenseurs des droits humains font état de difficultés croissantes pour mener à bien leur travail, en particulier pour dénoncer les mauvais comportements des forces de sécurité et d'autres autorités. De plus, ils affirment que les autorités congolaises sont parfois moins réceptives à leurs demandes. En outre, les défenseurs des droits de l'homme ont le sentiment de ne plus être protégés lorsque les autorités tentent de les réduire au silence ou de les harceler. Dans le passé, les défenseurs des droits humains menacés étaient assistés par la MONUSCO, qui les aidait souvent à fuir les zones où ils étaient menacés et leur fournissait des moyens de survie. En outre, lorsqu'ils ont été arrêtés, la MONUSCO leur a fourni une assistance juridique pour les aider à obtenir leur libération et a assuré le suivi de leur dossier. Les journalistes locaux ont également bénéficié de cette assistance lorsqu'ils étaient menacés. Certains craignent maintenant qu'ils vont s'autocensurer davantage après le départ de la MONUSCO. Ceci est d'autant plus inquiétant dans un contexte où les journalistes font état de menaces croissantes de la part des Wazalendo. Malheureusement, la feuille de route ne prévoit pas d'actions spécifiques pour assurer la protection des défenseurs et journalistes.

Un autre domaine dans lequel les acteurs de la protection et des droits humains s'attendent à de nouveaux défis est celui de la surveillance du statut des prisonniers et des prisons. La MONUSCO a régulièrement effectué et facilité des visites dans les centres de détention pour vérifier le statut des prisonniers (par exemple, s'il y avait des motifs légaux de les détenir) et leur état de santé (y compris l'accès à l'aide médicale et l'examen de l'existence de tortures). Certes, la feuille de route propose plusieurs actions pour renforcer la gestion pénitentiaire, y compris de renforcer les capacités du personnel pénitentiaire et de réaliser des inspections des prisons. Toutefois, ça n'aide pas nécessairement avec le suivi des cas de détention individuels. On s'attend à ce que ceux qui prendront en charge cette tâche, y compris les organisations de la société civile congolaise, soient confrontés à davantage de difficultés pour accéder, en particulier, aux centres de détention militaires, ainsi que pour obtenir des informations.

A long terme, surtout après les 12 mois de transition, les effets cumulés d'une diminution de la surveillance et du suivi des violations des droits de l'homme, combinée à une diminution des sensibilisations et des formations sur ces questions, pourraient se traduire par un sentiment croissant d'impunité parmi les agents de l'État, en particulier les services de sécurité.

V. PERSPECTIVES D'AVENIR

Pour l'avenir, il existe un certain nombre de défis liés à la protection des civils dans le contexte du retrait de la MONUSCO :

- Accroissement des tensions liées au Wazalendo

La situation des Wazalendo est une bombe à retardement. Ayant été soutenus la lutte contre le M23 dans le Nord-Kivu, beaucoup espèrent que le gouvernement finira par s'occuper d'eux, en leur fournissant un salaire lorsqu'ils seront intégrés dans la Réserve Armée de la Défense (RAD). Comme mentionné, de nombreux groupes ont lancé des campagnes de recrutement pour gonfler les listes qui seront remises à la coordination nationale de la RAD, ce qui ouvre le risque de recrutement de mineurs, d'autant plus que le contrôle est devenu plus difficile en l'absence de la MONUSCO. La circulation accrue de wazalendo non ou sous-payés dans les grandes agglomérations urbaines et sur les principaux axes routiers risque également d'entraîner une augmentation du harcèlement aux barrages routiers, des vols, des viols et des assassinats. La plupart des Wazalendo au Sud-Kivu qui ont servi au Nord-Kivu pour combattre le M23 sont entre-temps rentrés, apportant souvent de nouvelles armes et munitions. En outre, il existe un risque réel d'affrontements entre les groupes Wazalendo ainsi qu'entre ces groupes et les FARDC. Bien que les Wazalendo bénéficient de leur statut quasi-officiel actuel et de la politique des FARDC de ne pas les attaquer, on ne sait pas combien de temps cet équilibre fragile tiendra.

Entre-temps, l'absence de la MONUSCO aggrave les redditions volontaires parmi les combattants des groupes armés. La MONUSCO a souvent joué un rôle crucial en facilitant la logistique et en garantissant la sécurité des personnes qui se rendent. Les combattants des groupes armés peuvent ne pas faire entièrement confiance aux FARDC pour les protéger et leur fournir les moyens de survie de base après leur reddition. Le Programme de désarmement,

démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation (PDDRC-S) reprend officiellement une partie des tâches de DDR de la MONUSCO, mais en tant que nouvelle structure qui reste jusque-là sous-financée et est souvent devenu l'objet de luttes politiques, il n'a pas encore gagné la confiance de la population.

- Expansion du M23 dans le Sud-Kivu

Le retrait de la MONUSCO augmente les risques d'expansion du M23 dans le Sud-Kivu. Jusqu'à présent, les combats sont restés confinés aux zones frontalières entre le Nord et le Sud-Kivu, mais cela pourrait changer. On craint en particulier que le M23 n'avance vers l'aéroport de Kavumu, qui accueille des drones d'attaque CH4, dont l'arrivée de nouveaux exemplaires est prévue dans les semaines à venir. Cela ouvrirait également la possibilité d'une avancée vers Bukavu, qui n'est pas bien protégée par rapport à Goma. Une avancée vers Kalehe et Kabare pourrait également entraîner des répercussions sur les Hauts Plateaux d'Uvira, Fizi et Itombwe, où une partie des dirigeants du groupe armé Banyamulenge Twirwaneho ont maintenu des contacts avec le M23 et l'Alliance Fleuve Congo (AFC).⁷

Cependant, la probabilité d'un second front du M23 dans cette région reste incertaine. Les Banyamulenge sont très divisés quant à la possibilité de collaborer avec un groupe soutenu par le Rwanda. En outre, la nomination du politicien Munyamulenge Alexis Gisaro Muvunyi (qui a renversé les résultats des élections parlementaires, ce qui lui a permis d'obtenir un siège dans la circonscription d'Uvira) au poste de ministre des Infrastructures et des Travaux publics dans le gouvernement-Suminwa indique que les Banyamulenge pourraient être en mesure de mieux servir leurs intérêts politiques et sécuritaires en collaborant avec le gouvernement plutôt qu'en combattant. La présence influente des Bashi- qui ont toujours bien collaboré avec les Banyamulenge- à la fois dans le gouvernement central et dans le gouvernement provincial nouvellement nommés, pourrait renforcer cette idée. Les autres groupes armés du Sud-Kivu qui ont été en contact avec l'AFC et/ou le M23 se sont souvent révélés très opportunistes. Beaucoup pourraient d'abord vouloir voir ce que la création de la RAD leur apportera, tandis que les combattants individuels pourraient être attirés par les perspectives d'accès aux avantages du PDDRC-S, qui a récemment lancé ses premiers projets à Fizi et Uvira financés par l'Union Européenne et exécutés par l'Organisation Internationale pour les Migrations.⁸ À la lumière de ces développements, le succès de l'ouverture d'un second front sur les hauts plateaux de Fizi/Uvira/Itombwe reste incertain, mais est toujours possible.

- Intensification des tensions entre le Rwanda et le Burundi

La matérialisation ou non d'un second front à Fizi/Uvira/Itombwe dépendra en partie de l'évolution des relations entre le Burundi et le Rwanda. Une nouvelle détérioration de ces relations pourrait inciter le Rwanda à rallier le soutien du M23 dans ces régions. Cela pourrait également conduire à une intensification du soutien aux attaques transfrontalières menées par le Red-Tabara sur le sol burundais. Le Burundi, à son tour, pourrait renforcer ses liens avec le

⁷ Lettre datée du 15 décembre 2023, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo, S/2023/990

⁸ Il s'agit de projets de réhabilitation des routes de desserte agricole dans les territoires de Fizi et d'Uvira, qui emploieront au total 900 personnes, dont 50 % d'anciens combattants.

CNRD-FLN, notamment en autorisant des incursions dans la forêt de Nyungwe, d'où ils pourraient lancer des attaques transfrontalières contre le Rwanda.⁹

Comme mentionné, le retrait de la MONUSCO a augmenté la zone d'opération et d'influence relative des FDNB à Fizi et dans la plaine de la Ruzizi, comme en témoigne également leur présence sur les sites des anciennes bases de la MONUSCO à Baraka et à Sange. Cela pourrait également provoquer une contre-réaction du Rwanda, qui pourrait à son tour vouloir étendre son influence dans la région.

- L'abandon des zones enclavées

Le retrait de la MONUSCO pose des problèmes de protection accrus dans les zones isolées. Les problèmes de sécurité et d'accès s'intensifient à mesure que les activités de sécurité et les services logistiques de la MONUSCO, en particulier le transport par hélicoptère, ont pris fin. Les problèmes d'accès peuvent encore être exacerbés par l'arrêt de la contribution de la MONUSCO à l'entretien des routes dans le Sud-Kivu, par l'intermédiaire de son contingent d'ingénieurs chinois, surtout quand le financement pour la feuille de route, qui prévoit doter la province du Sud Kivu d'un fonds spécial pour la maintenance des routes menant aux sites enclavés à travers de l'Office des Route et la Brigade provinciale d'entretien routier, restera insuffisante. L'absence de la MONUSCO dans les zones reculées complique davantage les efforts des acteurs locaux de la protection et des droits humains, qui ont plus de difficultés à demander des comptes aux acteurs armés et aux agents de l'État. Pris ensemble, ces développements introduisent un risque élevé que les zones reculées soient progressivement abandonnées par les acteurs de la protection internationale, ce qui affectera négativement les efforts des acteurs de la protection locale.

Recommandations

Afin d'atténuer les effets négatifs du retrait de la MONUSCO et de répondre aux autres problèmes de protection identifiés dans le présent rapport, nous recommandons aux parties prenantes concernées, notamment le gouvernement congolais, ses partenaires internationaux, la société civile et les organisations nationales et internationales de consolidation de la paix, de développement et d'aide humanitaire, de prendre les mesures suivantes :

➤ Assurer le financement pour la feuille de route de transition ou l'adapter

L'insuffisance des ressources allouées à la feuille de route, tant par le gouvernement que par les donateurs, crée des doutes quant à sa viabilité. On ne sait non plus dans quelle mesure le gouvernement s'engage à exécuter le plan de transition, alors que les hostilités avec le M23 absorbent une grande partie de ses ressources et de son attention. Si le financement n'est pas au rendez-vous, les ambitions du plan de transition doivent être revues à la baisse et les parties

⁹ Pour les liens entre Red-Tabara et le gouvernement rwandais, ainsi qu'entre le gouvernement burundais et le CNRD-FLN, voir "Lettre datée du 31 mai 2024".

prenantes doivent commencer à planifier pour la non-réalisation de certaines parties du plan, qui, dans l'ensemble, reste très ambitieuse en proposant des dizaines d'actions dans de nombreux domaines différents.

➤ Régulariser la situation du Wazalendo

Il est urgent que le gouvernement dissolve les Wazalendo. Ces groupes devraient être pleinement intégrés dans le RAD et/ou démobilisés, tandis que ceux qui refusent de participer à ces processus devraient être considérés comme des groupes armés avec lesquels le gouvernement devrait cesser de collaborer. En outre, maintenant que les groupes Wazalendo ont commencé à renforcer leur recrutement, il convient d'exercer une surveillance accrue afin d'éviter le recrutement d'enfants soldats. Le gouvernement devrait également mettre en place des mécanismes de sélection solides pour empêcher le recrutement de mineurs dans les RAD.

➤ Intensifier la protection des personnes déplacées et retournés

L'afflux de personnes déplacées dans le nord de Kalehe ainsi que la situation précaire des personnes déplacées et retournées sur les différents sites des Hauts Plateaux (Mikenge, Minembwe, Bijombo, Bibokoboko) doivent être surveillés de près et des mesures doivent être prises pour renforcer leur sécurité et leur protection, notamment en augmentant les efforts d'aide. Lorsque les personnes déplacées ne sont pas correctement protégées, il existe un risque accru que des groupes armés s'engouffrent dans la brèche, ce qui pourrait déclencher des tensions et des violences.

➤ Soutenir les efforts de consolidation de la paix intercommunautaire

L'intensification récente des conflits intercommunautaires, qui risquent de se transformer en conflits armés, montre l'importance des initiatives visant à atténuer et à transformer ces conflits. Qu'il s'agisse de discussions informelles entre élites, d'initiatives conjointes d'organisations confessionnelles ou d'efforts plus importants de la part de plusieurs parties prenantes, il est important de maintenir le dialogue et de rendre les gens résistants à la manipulation par les faucons de leur communauté.

➤ Maintenir l'attention sur les zones reculées

Pour éviter que les régions éloignées ne se retrouvent dans une spirale descendante, avec moins de visibilité, moins d'accès, moins de surveillance, moins d'assistance et des problèmes de protection plus importants, il est essentiel de continuer à soutenir les organisations locales qui participent activement à la surveillance de la protection et aux efforts humanitaires, de consolidation de la paix et de développement dans ces régions. Ce n'est que grâce à des réseaux locaux solides qu'un niveau de protection suffisant peut être maintenu. Parallèlement, le gouvernement congolais doit continuer à soutenir l'entretien et l'amélioration des infrastructures routières afin de maintenir l'accessibilité de ces zones.